

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2260

Edition du  
14 octobre 2019

DANS CE NUMÉRO

---

**Ce que la sombre affaire de Credit Suisse met en lumière** (Yvette Jaggi)

Un fait divers qui souligne les fragilités du secteur bancaire

**Trois lois contestées pour conclure une législature conflictuelle** (Jean-Daniel Delley)

Le référendum est là pour rappeler «qui commande ici»

**Déplacements urbains: donner sa place au vélo** (Michel Rey)

La Suisse est en retard dans la prise de conscience des moyens à développer pour diminuer l'emprise de la voiture

**Le regard critique sur le socialisme suisse et européen d'un élu et militant qui ne renie rien** (Pierre Jeanneret)

Jean-Claude Rennwald, «Socialiste un jour, socialiste toujours», Vevey, L'Aire, 2019, 294 pages

**Expresso**

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

# Ce que la sombre affaire de Credit Suisse met en lumière

Un fait divers qui souligne les fragilités du secteur bancaire

Yvette Jaggi - 14 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35577>

Le 20 septembre dernier, le site bien nommé [IN\\$IDE Paradeplatz](#) révèle une affaire ahurissante. Iqbal Khan, cadre supérieur de Credit Suisse et proche du patron Tidjane Thiam, dont il est aussi le [voisin](#) à Herrliberg sur la *Goldküste*, a démissionné pour occuper un poste également élevé à UBS.

Transition trop rapide? Une agence de détectives l'a pris pris en filature. Le mandant formel reste inconnu. L'interlocuteur présumé côté Credit Suisse a mis fin à ses jours. Depuis trois semaines, le terme de scandale est immanquablement accolé au nom du groupe. Le président Urs Rohner reste discret, lui qui tient lieu de gardien d'une «*suissitude*» toute relative puisque les trois quarts des actions donnant droit de vote appartiennent au fonds pétrolier du Qatar.

Autant dire que le [dégât d'image](#) est gigantesque, atteignant du même coup UBS et la place financière zurichoise pour ne pas dire suisse – ce qui doit faire sourire à Londres ou Francfort. La [NZZ](#) n'hésite pas à consacrer une première page à cette grave atteinte au modèle même du «*succès helvétique*».

Cette dérive s'explique par une absence d'autocritique et de mise à jour. Les grandes

banques sont installées dans la pratique du grand écart: si elles maîtrisent les avancées de la *blockchain* et les transactions sans contact, elles restent engluées dans une culture d'entreprise surannée. Prenant de haut leur chère clientèle à laquelle elles imposent des prestations en fonction de leurs propres procédures et avantages; prenant de haut les pouvoirs publics, réputés gestionnaires peu efficaces, et surtout les autorités de surveillance; n'admettant pas que leur propre comportement rend ces dernières de plus en plus attentives et les réglementations de plus en plus pesantes.

## Dirigeants hors sol et hors de prix

Priorité est accordée aux résultats d'exploitation et de placements. La consultation des rapports annuels – plusieurs centaines de pages pour les plus grands groupes – met en évidence, outre les modes de gouvernance, les coûts d'exploitation, le rendement des activités, et les facteurs de risques.

Parmi ces derniers, il faudrait ranger les critères de sélection et les modes de rémunération du personnel de direction, dûment cités par [Rudolf Strahm](#) dans une récente

chronique. La mentalité qui prévaut désormais représente un danger majeur pour la grande industrie bancaire. Les années d'expérience et de carrière ascendante dans la même entreprise ne comptent plus. Sont au contraire recherchés les candidats possédant un rayon d'action international, des prétentions élevées en matière de rémunération et de bonus, la maîtrise des réseaux qui comptent, la capacité de s'imposer dans les meilleurs délais. Une bonne dose de narcissisme, le goût du pouvoir, la volonté d'éblouir, la propension à rivaliser en toutes circonstances, constituent autant d'atouts pour ces dirigeants-footballeurs, pour lesquels le *mercato* est ouvert toute l'année.

A force de bondir d'une direction générale à l'autre, les patrons de banques ne prennent plus le temps d'appréhender la culture spécifique à leur lieu de travail. C'est ainsi que, relate encore Rudolf Strahm, Tidjane Thiam s'est donné en toute assurance le ridicule de visiter une exposition de peinture encadré par deux gardes du corps!

## L'indifférence politique

Le plus frappant dans cette évolution, c'est qu'elle ne suscite pratiquement pas de réactions indignées. Ni la

politique des banques ni l'arrogance de leurs dirigeants ne provoquent de révolte dans l'opinion – tout au plus quelques écœurements et des *burn-out* à l'interne. Tout se passe comme si la résignation l'emportait sans discussion.

Le climat qui règne dans les grandes sociétés bancaires n'intéresse personne, ne provoque ni exclusion, ni rébellion. Ainsi, la campagne électorale se poursuit, sans que le «*scandale Credit Suisse*» n'y trouve la moindre place. Au grand et silencieux soulagement des partis bourgeois sans doute – y

compris de l'UDC, par ailleurs si prompt à pourfendre les interventions étrangères.

L'ordre et le silence règnent autour de la Paradeplatz.

### **Contraste impitoyable**

Par rapport à la place financière de Zurich, celle de Genève présente un contraste impitoyable, souligné encore par la simultanéité des événements. En vue du Sommet mondial de l'investissement responsable qui s'est tenu du 7 au 10 octobre, les [banques privées](#) de la place genevoise ont assuré avoir «*déjà largement intégré*

*les critères de durabilité*».

Certes, [l'impact réel](#) de ces mesures reste difficile à démontrer. Certes, les banquiers jugent le cadre légal trop étroit. Ils souhaitent en particulier que l'émission et le commerce de produits financiers durables bénéficient d'un allègement fiscal, comme le demande un [postulat](#) du Conseil des Etats que le Conseil fédéral aurait voulu rejeter pour cause d'efficacité aléatoire. Quoi qu'il en soit, Genève renforce résolument sa dimension internationale en misant à fond sur la finance durable.

## **Trois lois contestées pour conclure une législature conflictuelle**

Le référendum est là pour rappeler «qui commande ici»

---

Jean-Daniel Delley - 11 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35567>

La Constitution fédérale de 1874 a introduit le référendum législatif. Plusieurs cantons avaient déjà inauguré ce nouveau droit populaire dans les années 1860, en réaction à la politique des barons radicaux, peu enclins à écouter la voix des minorités.

Utilisé d'abord de manière intensive et avec succès, le référendum législatif a contribué progressivement à l'institution du compromis et de la recherche de consensus qui caractérise le processus de décision en Suisse. Dès lors le référendum s'est transformé en

menace de sanction populaire, rappel constant de la nécessité pour les parlementaires de trouver des solutions appuyées par une large majorité.

Au cours de la présente session, le Parlement a adopté trois lois sans tenir compte des critiques. Elles sont maintenant attaquées par voie référendaire. Un rappel de la nécessité de trouver des compromis plutôt que de tenter de passer en force.

### **Identité numérique**

La [loi sur l'identité](#)

[électronique](#) tout d'abord. Il s'agit d'établir un moyen sûr de s'identifier sur l'internet. Le Conseil fédéral avait d'abord choisi de faire de cette innovation une tâche publique. Puis il a opté pour un partage public-privé. Au pouvoir public le soin de vérifier et de confirmer l'identité des personnes; au secteur privé celui de fournir cette carte et de mettre à disposition et développer les supports techniques nécessaires au bon fonctionnement du système. C'est que dans l'intervalle Swiss Sign, un consortium réunissant notamment La

Poste, les CFF, Swisscom, les grandes banques et les assurances, a signalé son intérêt.

Justification du Conseil fédéral: le secteur privé dispose de plus de compétences techniques et de souplesse que l'Etat. Mais ce dernier aura-t-il alors les compétences nécessaires pour assurer un contrôle sérieux des fournisseurs privés? Des fournisseurs qui par ailleurs pourront profiter des informations recueillies pour dresser des profils de consommateurs.

[L'opposition](#) d'une très large majorité de ces derniers et de leurs organisations n'a pas ébranlé la majorité du Parlement. D'où le lancement d'un référendum par un [comité](#) regroupant des organisations de protection des droits fondamentaux dans la société numérique.

## Déductions fiscales pour enfants

Les déductions fiscales pour enfants ensuite. A l'origine, le [Conseil fédéral](#), réagissant à l'initiative populaire «*contre*

*l'immigration de masse*», veut favoriser le retour à l'emploi du personnel qualifié indigène. Il propose donc d'augmenter le plafond des déductions de frais de garde d'un enfant par des tiers, qui passerait de 10'100 à 25'000 francs. Perte estimée pour le fisc: environ 10 millions.

Au cours du débat parlementaire, un député fait en outre accepter une déduction générale par enfant de 10'000 francs (actuellement 6'500 francs). Coût de l'opération: 350 millions, dont 70 pour les cantons. A noter que ces derniers, fâchés, n'ont pas été consultés et que cette largesse n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact: à quel type de famille profite-t-elle, quels effets pervers faut-il en attendre?

Pour Ueli Maurer, cette mesure ne relève pas de la politique familiale; elle constitue en réalité un allègement fiscal en faveur des hauts revenus. Vaine opposition du patron des finances fédérales. Après quelques allers-retours entre les deux Chambres, le Conseil des Etats se rallie. Dès lors le [PSS](#) passe à l'offensive en

lançant le référendum.

## Protection de la faune

La loi sur la chasse et la protection des mammifères et des oiseaux sauvages enfin. Répondant à une [motion](#) exigeant la régulation des populations de loups, le Conseil fédéral a considérablement étendu le mandat. L'abattage préventif des prédateurs - espèces dites «*protégées*» - n'implique pas la présence de dégâts. Et si dégâts il y a, l'abattage sera possible même en l'absence de mesures préalables de protection. Le Conseil fédéral pourra allonger la liste des espèces à réguler, en y incluant par exemple le lynx, le castor et le héron cendré. Par ailleurs les cantons reçoivent compétence d'effectuer ce type d'abattage, sans le feu vert fédéral. Le Parlement a suivi le mouvement, plus à l'écoute des intérêts des chasseurs et des éleveurs que de la population qui [rejette](#) cette loi qui n'a plus de protectrice que le nom. Ce qui conduit les [organisations de protection de la nature et des animaux](#) à lancer un référendum.

# Déplacements urbains: donner sa place au vélo

La Suisse est en retard dans la prise de conscience des moyens à développer pour diminuer l'emprise de la voiture

Michel Rey - 12 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35571>

Le vélo va-t-il remplacer la voiture pour les déplacements urbains? A observer sa pratique, on peut le penser. Il y a un retour du vélo en ville. Ecologique, silencieux et bon marché, il a tout pour plaire.

Avec ses quatre millions de bicyclettes, la Suisse est un pays de cyclistes. 7% des déplacements journaliers se font en vélo. Souvent utilisé pour les loisirs et le sport, il l'est aussi par les pendulaires qui sont 7% à y recourir pour se rendre au travail. [Un ouvrage collectif](#), publié sous la direction de Patrick Rérat, fait le point sur cette pratique.

Dans les villes suisses, l'usage du vélo n'atteint pas celui de Copenhague (40%). Mais sa part modale n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. En 2015, elle était de 12% à Zurich, de 6% à Genève et seulement de 2% à Lausanne - topographie oblige. Le potentiel d'augmentation apparaît évident.

En Suisse, 60% des déplacements, toutes modalités et motivations confondues, se font sur moins de 5 kilomètres. Une proportion importante d'entre eux utilisent la voiture, un moyen de transport que le vélo pourrait souvent remplacer.

## L'offre de vélos se diversifie

La pratique du vélo est favorisée par une multiplication des offres, comme le vélo électrique et le vélo en libre-service. On peut aussi louer un [vélo-cargo](#), une bicyclette à assistance électrique et dotée à l'avant d'une surface de chargement jusqu'à 100 kilos pour le transport de marchandises - ou d'enfants. Preuve que l'offre répond à la demande, le TCS, défenseur patenté de la voiture, s'intéresse à ce marché.

Pour favoriser la pratique du vélo, les pouvoirs publics ont fait de la mobilité douce l'une des priorités de leur politique des transports. Ils investissent pour aménager des pistes cyclables. Et, à l'image de la ville de Lausanne, ils participent au financement des systèmes de location. Des installations de stationnement sont construites, comme à Berne, pour offrir une protection contre le vol et les intempéries. Il est possible d'y faire exécuter des travaux de réparation et d'entretien.

Cette offre diversifiée et cette priorité à la mobilité douce stimuleront-elles la demande? Elles sont nécessaires, mais loin d'être suffisantes.

## Promouvoir un urbanisme cyclable

L'aménagement du réseau cyclable demandera, surtout en Suisse romande, des moyens et du temps. Il s'agit de rendre les territoires urbains accueillants pour le vélo. Cela s'appelle [«l'urbanisme cyclable»](#).

Problème majeur: la sécurité des déplacements. En Suisse, un cycliste sur sept ne se sent pas en sécurité sur son trajet domicile-travail. Et un sur trois estime ne pas être respecté par les automobilistes. Une pratique du vélo plus intense passe par des pistes séparées des voitures et des carrefours plus sécurisés.

Ces réalisations exigeront une modération de la circulation automobile (réduction de vitesse, de la capacité des routes et des places de stationnement). Avec à la clé, des combats politiques entre promoteurs du vélo et défenseurs de la voiture. Comme le démontre le [référendum genevois](#) annoncé sur le stationnement.

Une offre diversifiée et des aménagements réalisés, encore faut-il que la demande pour les déplacements en vélo se manifeste. Compte tenu d'une pratique encore marginale, surtout en Suisse romande, le

potentiel de demande existe.

## Une demande potentielle à stimuler

Le choix du vélo ou de la voiture dépend beaucoup de la localisation de l'utilisateur, de la raison de son déplacement et de sa sensibilité à la mobilité. Mais c'est avant tout la possession d'une voiture qui contribue à son utilisation. Or près de 50% des ménages résidant en ville n'en possèdent pas - ou plus. Et la possibilité d'une location offre une alternative intéressante.

L'action [bike to work](#) organisée depuis 2005 sous l'égide de Pro Velo Suisse, vise à promouvoir la santé dans les entreprises. Elle veut inciter les employés à utiliser le vélo pour se déplacer. Près des trois quarts des participants sont des utilisateurs réguliers du vélo. Ils ont souvent des comportements multimodaux, dans le sens où ils recourent à divers moyens de transport.

L'expérience montre bien l'inertie des pratiques de ces modalités. Les habitudes constituent la forme d'organisation la plus courante de la mobilité. Il ne faut pas se leurrer, les pratiques quotidiennes de mobilité ne changent pas facilement, ni surtout rapidement.

La mobilité des pendulaires demeure complexe et multiple. Le vélo peut s'avérer intéressant pour accéder à la gare. Mais dans cet usage il se trouve concurrencé par le *scooter*.

On sait que le déplacement en voiture permet d'assumer plusieurs services: amener ou aller chercher les enfants à l'école, faire des achats, récupérer son conjoint à la fin de son travail. La transition d'une telle pratique de la mobilité en voiture vers des déplacements diversifiés incluant le vélo n'est pas si évidente.

Patrick Rérat, professeur à

l'Université de Lausanne, constate qu'une pratique intense du vélo, comme par exemple à Copenhague, ne résulte pas d'une motivation pour ce mode de déplacement, mais de sa facilité, de son aspect pratique et de son faible coût. Autant de conditions loin d'être encore réunies en Suisse.

En 2018, tous les cantons et 73,6% des votants ont approuvé l'inscription des [voies cyclables](#) dans la Constitution fédérale. Les cantons et les communes restent les autorités compétentes pour la réalisation, mais elles peuvent désormais s'appuyer sur la Constitution pour promouvoir le vélo.

L'usage du vélo devient plus urbain. Et c'est en particulier dans la complémentarité avec les transports publics que la mobilité cyclable des pendulaires dispose encore d'un potentiel de développement.

## Le regard critique sur le socialisme suisse et européen d'un élu et militant qui ne renie rien

Jean-Claude Rennwald, «Socialiste un jour, socialiste toujours», Vevey, L'Aire, 2019, 294 pages

Pierre Jeanneret - 10 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35562>

Le Jurassien Jean-Claude Rennwald n'est pas n'importe qui. Politologue, journaliste, dirigeant syndicaliste à la FTMH et à l'USS, il a été conseiller national socialiste de

1995 à 2011. Le titre qu'il a donné à son [livre](#) dit bien son attachement indéfectible à son parti.

Mais cet attachement n'exclut

pas un regard critique, bien au contraire. Comme l'écrit sa préfacière, la conseillère aux Etats Liliane Maury Pasquier: «*Sans diagnostic, pas de traitement. Pour revigorer le*

*socialisme, encore faut-il comprendre le mal qui le ronge aujourd'hui.*» L'ouvrage commence donc par un constat sans concession sur un socialisme démocratique qui serait «*au bord du gouffre*», presque partout en Europe occidentale. Rennwald s'applique à en analyser les tares.

Mais l'auteur n'oublie pas que «*la gauche a fait de grandes choses*». Il passe en revue une série de remarquables progrès sociaux: en France, les congés payés sous le Front populaire, les hausses des salaires liées aux accords de Grenelle de 1968, les 35 heures sous Mitterrand; la réduction du temps de travail et la hausse des salaires en Allemagne, grâce surtout à la combativité du syndicat IG Metall; les acquis des pays nordiques, où l'Etat social est le plus accompli; la retraite à 60 ans pour les maçons en Suisse. Et cette énumération n'est bien sûr pas exhaustive. Elle passe aussi en revue les expériences positives réalisées en Amérique latine.

Les progrès mentionnés ont pu être réalisés par un parti socialiste de masse et grâce à un fort taux de syndicalisation. Or, sur ces deux points, les signaux sont alarmants. Chiffres à l'appui, Rennwald montre le recul drastique des membres, tant des partis socialistes que des syndicats. Les effectifs du PS français, par exemple, ont chuté de 250'000 à moins de 50'000 entre 1980 et 2018.

Puis Rennwald – et ceci est au cœur de son livre-pamphlet – dénonce la dérive vers le «*social-libéralisme blairiste*», qui a fait des émules avec Gerhard Schröder et François Hollande. Parodiant Marx, il fustige «*le hollandisme, stade suprême du blairisme*»! Au-delà de la formule percutante, il met le doigt sur les résultats de ce social-libéralisme «*assassin pour les travailleurs*»: précarité de l'emploi, déréglementation des rapports de travail, contrats à durée déterminée, prolifération du travail intérimaire, etc. En même temps, et en lien avec cette dérive social-libérale, on assiste à une montée du national-populisme en Europe. En Amérique latine aussi, beaucoup de déceptions ont suivi le grand mouvement d'espoir. Et pas seulement au Brésil, qui est en train de dériver vers un «*fascisme tropical*».

Jean-Claude Rennwald ne craint pas de fustiger les lourdes responsabilités de certains partis socialistes dans le succès de ces droites racoleuses d'une classe ouvrière que les PS ont oubliée. La force de ce livre est que, sur chaque objet, des chiffres précis étayent les thèses de l'auteur, qui ne relèvent donc pas de simples affirmations gratuites. Ainsi, il montre qu'à l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen a obtenu 37% du vote ouvrier contre 24% pour Jean-Luc Mélenchon, tribun du peuple autoproclamé. Cela parce que, selon lui, les «*bobos*» (bourgeois bohèmes branchés) jouent un rôle

croissant au sein des PS européens. Les immigrés comme la classe ouvrière sont les grands oubliés. Il est vrai qu'à ses yeux, le parti socialiste suisse a su rester plus fidèle que d'autres à ses valeurs fondamentales.

On lira avec un peu d'étonnement, dans ce livre plutôt sérieux voire austère, l'affirmation soixante-huitarde de Rennwald selon laquelle «*la Révolution, au sens de la réalisation du bien-être individuel et collectif, social, économique, culturel et affectif, c'est moins de boulot, plus de culture et plus de sexe*»! Il va donc accorder une large place, dans son ouvrage, à la réduction du temps de travail. Ainsi qu'à la démocratisation de la culture. Quant à la sexualité, il souligne son «*fort potentiel libérateur*».

La suite du livre constitue un véritable programme global, dont nous ne pouvons évoquer tous les aspects ici. Qu'il s'agisse de salaires minimaux, de diminution des effarantes disparités salariales entre hauts et bas revenus (aux Etats-Unis, un grand patron gagne 265 fois plus qu'un Américain moyen!), des «*droits inaliénables*» que sont la nourriture, la santé et le logement, de la réforme du système des retraites ou encore de la défense d'un service public fort.

Jean-Claude Rennwald prend parti clairement contre une adhésion de la Suisse à l'Union européenne, à court ou moyen terme. Le risque de *dumping* et

de sous-enchère salariale est pour lui trop grand. Il invite la gauche politique et salariale à «rester ferme sur les mesures d'accompagnement» liées à la libre circulation des personnes. Il invite à «refonder la démocratie» par une série de mesures, dont par exemple la suppression du Sénat élitaire en France et l'octroi des droits civiques aux immigrés.

Il a intitulé sa conclusion *Renaissance et unité de la gauche, des syndicats et des mouvements sociaux*. C'est l'espérance d'une main tendue aux autres formations de gauche protestataires distinctes des PS, dans l'esprit d'une stratégie unitaire, par l'alliance entre les bobos, les prolos et les paysans progressistes, seule à même de «créer un rapport de forces favorable face à la classe

*dominante*».

Nonobstant son aspect parfois fourre-tout, on lira avec intérêt ce livre d'un militant convaincu, inquiet du déclin d'un socialisme auquel il reste profondément attaché, qui pose un diagnostic sévère sur son recul et qui propose une série de mesures pour le faire revivre, progresser et triompher.

## Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

### FR: Vonlanthen et la responsabilité des multinationales

En 2017, le conseiller aux Etats fribourgeois Beat Vonlanthen se prononçait pour un contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables. Mais ces dernières s'y opposent comme à l'initiative, craignant que le peuple préfère l'original à la copie. En mars 2019, le Conseil national adopte un contre-projet. Vonlanthen le combat aux Etats: il préside l'Association suisse des cimentiers dont l'un des principaux membres est la multinationale Lafarge Holcim. | *Michel Rey* - 10.10.2019

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Ce que la sombre affaire de Credit Suisse met en lumière**

<https://insideparadeplatz.ch/2019/09/20/krimi-um-khan-detektive-beschatten-banker-star/>

<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/Wie-Iqbal-Khan-zu-seinem-Grundstueck-in-Herrliberg-kam/story/28067200>

<https://www.24heures.ch/economie/degt-image-immense-tres-couteux-credit-suisse/story/23907562>

<https://www.nzz.ch/meinung/cs-skandal-um-thiam-und-khan-schadet-der-schweiz-ld.1513252>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standardkriegerische-fuehrungskultur-in-konzernen/story/24281689>

[https://www.abps.ch/wp-content/uploads/2019/09/ABPS\\_LEssentiel\\_no-21\\_-sept\\_2019\\_FR-1.pdf](https://www.abps.ch/wp-content/uploads/2019/09/ABPS_LEssentiel_no-21_-sept_2019_FR-1.pdf)

<https://www.letemps.ch/economie/investissements-durables-hypocrisie-impact-reel>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaecht?AffairId=20193951>

### **Trois lois contestées pour conclure une législature conflictuelle**

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/6227.pdf>

<https://www.rts.ch/info/suisse/10463402-les-suisses-favorables-a-une-identite-numerique-geree-par-l-etat.html>

<https://www.lematin.ch/suisse/identite-electronique-referendum/story/25608562>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2018/3145.pdf>

<https://www.sp-ps.ch/fr/campagnes/recoltes-de-signatures/non-aux-cadeaux-fiscaux-pour-les-familles-aisees>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/5745.pdf>

<https://www.letemps.ch/suisse/recolte-signatures-contre-loi-chasse-commence>

<https://www.24heures.ch/suisse/loi-chasse-recolte-signatures-commence/story/12291494>

### **Déplacements urbains: donner sa place au vélo**

<https://www.alphil.com/index.php/auteurs/rerat-patrick/au-travail-a-velo.html>

<https://www.carvelo2go.ch/fr/>

<https://www.espazium.ch/fr/traces-urbanisme-cyclable-2019-08>

<https://www.tcs.ch/fr/le-tcs/sections/geneve/news/referendum-stationnement.php>

<https://www.pro-velo.ch/fr/projets/bike-to-work>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a88>

### **Le regard critique sur le socialisme suisse et européen d'un élu et militant qui ne renie rien**

<http://www.editions-aire.ch/details.php?id=2084>

### **Expresso**